

II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 17, numéro 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702012ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702012ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. (1986). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 17(2), 430–441. <https://doi.org/10.7202/702012ar>

Nominations diplomatiques

13 janvier:

M. James K. Bartleman est nommé ambassadeur du Canada en Israël, M. Jacques Gignac, Représentant permanent et ambassadeur auprès du Bureau des Nations Unies à Vienne et M. Michael Shenstone, ambassadeur en Autriche, devient également chef de la délégation canadienne et ambassadeur aux négociations sur la réduction mutuelle des forces en Europe.

17 janvier:

Deux nouveaux ambassadeurs sont nommés: M. Reginald H. Dorrett, quitte l'ambassade des Philippines pour la Corée et M. Robert Elliott quitte Ottawa pour le poste d'ambassadeur canadien en Hongrie.

28 janvier:

M. Dennis McDermott, président du Congrès du Travail du Canada depuis 1978, est nommé ambassadeur du Canada en Irlande.

21 février:

M. Russell Davidson est nommé pour remplacer à l'ambassade des Philippines M. R. Dorrett.

II — Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1986)

A — Aperçu général

Le gouvernement Bourassa entreprenait au printemps le travail d'assainissement des finances publiques annoncé dans le discours inaugural de décembre. Le président du Conseil du Trésor, M. Paul Gobeil, annonçait le 25 mars à l'Assemblée nationale des prévisions de dépenses de \$28,5 milliards pour 1986-87, une hausse de 4,1 % par rapport à l'année précédente. Selon M. Gobeil, les dépenses gouvernementales auraient augmenté de 8,5 % sans l'adoption de mesures de compressions budgétaires qui comprennent notamment des réductions de \$674 millions des dépenses anticipées des ministères¹. Le ministère des Relations internationales subissait une importante diminution, ses crédits passant à \$48,9 millions comparativement à \$60,5 en 1985-86. Le ministère du Commerce extérieur obtenait pour sa part des crédits de \$23,6 millions (\$25,6 en 85-86). Les crédits du ministère du Tourisme subissaient également les coupures, passant de \$79,7 millions en 1985-86 à \$73,9 millions pour 1986-87².

Plus tôt au printemps, le ministère des Relations internationales avait présenté au Conseil du Trésor un plan de développement de \$3,6 millions pour l'année 1986-87. Rendu caduc à la suite des compressions annoncées par M. Gobeil à la fin du trimestre, ce projet donne toutefois quelques indications sur les priorités actuelles du ministère. D'après le quotidien *Le Soleil*, on prévoyait ainsi une augmentation des ressources consacrées aux relations avec les États-Unis, une plus grande présence québécoise en Asie, un accroissement des relations bilatérales avec l'Afrique francophone et de la participation aux organisations francophones (notamment pour les suites à donner au Sommet francophone), ainsi que le

1. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 26 mars 1986, p. 1.

2. *Ibid.*, p. 2; Conseil du Trésor, *Budget 1986-1987: Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987*, p. VII.

développement des relations avec les pays nordiques³. De concert avec le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Relations internationales réclamait également des crédits supplémentaires pour la diffusion de la culture québécoise à l'étranger. Selon Mme Paule Leduc et M. Yves Martin, alors sous-ministres aux Affaires culturelles et aux Relations internationales, les ressources financières disponibles pour la promotion des industries culturelles sont insuffisantes, celles-ci constituant pourtant une nécessité tant économique que culturelle⁴.

Dans ce mémoire au Conseil du Trésor, le ministère des Relations internationales soulignait la nécessité d'une action directe du gouvernement québécois sur la scène internationale. Selon le document, c'est

pour des raisons d'interdépendance de notre société avec le reste du monde, pour des raisons politiques, constitutionnelles et pratiques, que le Québec doit avoir sa propre politique internationale et que son gouvernement doit, en ce secteur, assumer des responsabilités directes aussi bien qu'indirectes⁵.

Le prolongement externe des compétences internes du Québec compte au nombre des raisons politiques et constitutionnelles invoquées. Du côté pratique, le document souligne que la diversité canadienne ne permet pas toujours au gouvernement fédéral de soutenir de façon adéquate les intérêts du Québec.

Aucune décision n'était rendue publique au cours du premier trimestre au sujet de la réorientation de l'action des délégations et bureaux du Québec à l'étranger annoncée dans le discours inaugural de décembre et qui était toujours à l'étude au sein des ministères concernés. Les ministres des Relations internationales et du Commerce extérieur mentionnaient chacun de leur côté la possibilité que certains bureaux soient fermés et de nouveaux ouverts ailleurs. S'ils ne donnaient pas d'indications sur l'identité des représentations qui pourraient disparaître – la presse citant au nombre des fermetures possibles les délégations de Rome, Atlanta, Dallas et d'Amérique latine – le ministre du Commerce extérieur signalait que des bureaux pourraient être installés en Chine et en Malaisie⁶, son collègue des Relations internationales mentionnant de façon plus générale l'Afrique et l'Asie⁷.

Sous la direction de M. Pierre MacDonald, le ministère du Commerce extérieur devrait mettre l'accent sur les services aux exportations. C'est ce que déclarait le ministre MacDonald dans un discours devant le Centre de commerce mondial de Montréal en février. Il précisait que son ministère s'emploierait à faire connaître aux candidats exportateurs les services disponibles, qu'il encouragerait la création de maisons de commerce et la coopération avec les universités et que la représentation commerciale fédérale, ainsi que des Québécois établis à l'étranger, seraient utilisés pour la promotion des biens et services québécois⁸.

Le Premier ministre effectuait en février ses premiers voyages à l'étranger depuis le changement de gouvernement. Comme tous les premiers ministres du Québec depuis plus de vingt ans, M. Bourassa prit d'abord le chemin des États-Unis, en quête d'appuis financiers et politiques cette fois pour un projet de développement hydroélectrique, puis celui de la France à l'occasion de la tenue, si longtemps retardée, du premier Sommet francophone.

3. Lise LACHANCE, *Le Soleil*, 18 mars 1986, p. A12, cité par *L'Argus*, 18 mars 1986, p. A5.

4. Lise LACHANCE, *Le Soleil*, 18 mars 1986, p. A13, cité par *L'Argus*, 18 mars 1986, p. A6.

5. *Idem*.

6. *Le Devoir*, 23 janvier 1986, p. 4.

7. Lise LACHANCE, *Le Soleil*, 17 mars 1986, p. A3, cité par *L'Argus*, 17 mars 1986, p. A5.

8. Jean POULAIN, *La Presse*, 28 février 1986, p. C1, cité par *L'Argus*, 28 février 1986, p. A9.

B — Questions économiques et commerciales

Le gouvernement libéral annonçait en janvier la formation de deux comités sur le libre-échange canado-américain. M. Jake Warren, ancien négociateur du gouvernement fédéral aux négociations commerciales multilatérales, qui fut également ambassadeur à Washington, était nommé à la tête d'un comité consultatif formé de représentants du secteur privé qui sera chargé de conseiller le gouvernement dans le dossier des éventuelles négociations de libre-échange avec les États-Unis⁹. Le comité Warren fera rapport à un comité interministériel présidé par le ministre du Commerce extérieur et dont font partie les ministres des Relations internationales, de l'Industrie et du Commerce et de la Petite et Moyenne Entreprise¹⁰. Lorsqu'il dévoilait plus tard la composition du comité consultatif, le ministre du Commerce extérieur soulignait que le Québec n'insisterait pas, auprès du gouvernement fédéral, pour avoir une place à la table des négociations canado-américaines mais qu'il devrait être représenté au moment de la formulation des mandats de négociation et informé de l'évolution des négociations. M. MacDonald affirmait également que les compétences du Québec, ses lois, ses programmes et ses politiques sociales devraient être respectées au cours des négociations¹¹. Les consultations fédérales-provinciales se poursuivaient dans le but de définir le rôle des provinces au cours des négociations. Le négociateur fédéral au libre-échange, M. Simon Reisman, rencontrait à quelques reprises les représentants provinciaux¹².

Dans son discours du budget présenté le 26 février aux Communes, le ministre fédéral des Finances, M. Michael Wilson, affirmait la volonté de son gouvernement de faciliter l'établissement de centres bancaires internationaux à Montréal et à Vancouver. M. Wilson annonçait qu'il entamerait les consultations nécessaires avec les milieux bancaires et les provinces pour la mise en oeuvre de ce projet caressé depuis quelques années par la ville de Montréal¹³. Un autre projet plus récent celui-là, celui de l'instauration à Québec d'un tribunal international du commerce, recevait l'appui du ministre québécois du Commerce extérieur qui s'y disait favorable et affirmait son intention d'entreprendre des discussions avec les principaux intervenants¹⁴.

C — La Francophonie

1 — LE SOMMET FRANCOPHONE

Le premier Sommet francophone, officiellement désigné sous l'appellation de « Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français », avait lieu à Paris les 17, 18 et 19 février. Le premier ministre Bourassa arrivait dans la

9. Graham FRASER, *The Globe and Mail*, 23 janvier 1986, p. A19. La composition du Comité était annoncée le 18 mars. Il comptera parmi ses membres M. Raymond Blais, président du Mouvement Desjardins, la directrice de l'Institut Hudson, Mme Maire-Josée Drouin, le président de la Bourse de Montréal, M. André Saumier, et d'autres représentants du milieu des affaires. Robert Lefebvre, *Le Devoir*, 19 mars 1986, p. 2.

10. Graham FRASER, *The Globe and Mail*, 19 mars 1986, p. A10.

11. Robert LEFEBVRE, *Le Devoir*, 19 mars 1986, p. 2 et Graham FRASER, *The Globe and Mail*, 19 mars 1986 p. A10.

12. Christopher WADDELL, *The Globe and Mail*, 8 janvier 1986, p. A8. Denis LESSARD, *Le Devoir*, 5 février 1986, p. 2 et Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 6 mars 1986, p. 2.

13. Ministère des Finances, *Pour assurer le renouveau économique: Le discours du budget*, présenté à la Chambre des communes par l'honorable Michael H. Wilson, ministre des Finances, Député de Etobicoke Centre le 26 février 1986, p. 20.

14. Réal LABERGE, *Le Soleil*, 5 mars 1986, p. A8, cité par *L'Argus*, 5 mars 1986, pp. A1-A2.

capitale française quelques jours plus tôt pour effectuer les rencontres préparatoires à la tenue du Sommet. La délégation québécoise comptait parmi ses membres les ministres des Relations internationales et des Affaires culturelles, M. Gil Rémillard et Mme Lise Bacon, et plusieurs hauts fonctionnaires. Elle était l'une des quarante-deux délégations venant de trente-neuf pays qui participèrent à la Conférence¹⁵.

On se souviendra que le Québec faisait partie du groupe des « sherpas », ces représentants personnels des chefs d'État et de gouvernement d'un petit noyau de pays chargés des travaux préparatoires au Sommet. Le gouvernement québécois reçut d'ailleurs à Québec et à Montréal au début de février les membres de ce groupe qui y tinrent des séances de travail. En janvier, le gouvernement avait d'autre part chargé le délégué général du Québec à Rome, M. Gilles Loiselle, du rôle de coordonnateur pour le Sommet¹⁶.

La participation du Québec au Sommet fut conforme à l'entente intervenue à l'automne entre Ottawa et Québec¹⁷. Au cours des discussions des deux premiers points à l'ordre du jour, la situation politique mondiale et la situation économique mondiale, le premier ministre Bourassa avait donc un statut d'« observateur intéressé », ayant la possibilité de prendre la parole avec le consentement du Premier ministre canadien. M. Bourassa demanda effectivement la parole à l'occasion des discussions économiques afin de proposer que soit étudiée l'éventualité de mettre à la disposition des pays du Tiers-Monde les surplus alimentaires de la Communauté économique européenne, idée empruntée à M. Jacques Delors¹⁸. La proposition ne fut toutefois pas retenue dans la synthèse des travaux.

Le Québec fut chargé du rôle de rapporteur-général de la Conférence, la présidence de l'événement étant assurée par la France. Le premier ministre Bourassa, qui ne figurait pas au nombre des orateurs à la séance d'ouverture, déposa néanmoins une déclaration écrite conçue comme un discours d'ouverture. Il y exposait la perspective, très pratique, dans laquelle son gouvernement envisageait l'événement. Nous croyons, disait-il,

que ce Sommet doit s'inscrire sous le signe de la décision: c'est ce qui en fera l'originalité et la justification. Il s'agit en quelque sorte d'inventer ensemble notre avenir, en maîtrisant et en dominant les nouvelles technologies qui sont la condition du développement de demain dans tous les ordres, et en pratiquant un dialogue attentif et fécond de nos cultures, à partir de l'utilisation commune de la langue française¹⁹.

M. Bourassa proposait aux participants de s'attacher à quelques domaines prioritaires, soit l'agriculture et l'énergie, les industries de la langue, les problèmes de la culture et de la communication, l'information scientifique et le développement technologique. Pour chacun de ces thèmes, disait-il, la Conférence devrait retenir de grandes orientations susceptibles de permettre l'adoption de programmes mobilisateurs qui pourraient être confiés à une Agence de coopération culturelle et technique refondue. Le consensus s'établit effectivement au cours du second volet du Sommet sur la concentration dans ces secteurs de « l'essentiel des efforts communs et des ressources naturelles qui pourront être engagées »²⁰.

15. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 14 février 1986, p. 2. Pour la liste des pays participants, voir *Le Soleil*, 12 février 1986, p. A7.

16. Jean-Paul BURY, *Le Devoir*, 30 janvier 1986, p. 2.

17. Voir *Études internationales*, vol. XVIII, no. 1, mars 1986, p. 149.

18. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 18 février 1986, pp. 1 et 10.

19. *Déclaration du Premier ministre du Québec à l'ouverture du Sommet des pays francophones*, p. 2.

20. Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, *Présentation du rapport général par le Premier ministre du Québec*, p. 6.

Trois points étaient à l'ordre du jour de ce second volet où le Québec participait à part entière : les enjeux d'avenir – le développement, la communication et la culture –, l'avenir des institutions multilatérales francophones et l'utilisation de la langue commune. Le gouvernement québécois avait préparé trois « contributions majeures » ce qui lui permettait d'être « porteur de dossier » et d'avoir la responsabilité de la problématique et des discussions sur ces thèmes. L'une de ces contributions portait sur la coopération en matière d'énergie. Le Québec y proposait la création d'un réseau de l'Énergie des pays de langue française, qui permettrait la concertation des efforts dans ce domaine et d'une Association francophone de l'Énergie regroupant des représentants des gouvernements et du secteur privé afin de promouvoir les échanges d'information. Ces propositions furent reprises par l'assemblée et l'on suggéra que le Québec soit nommé à la tête du réseau²¹. Les thèmes des deux autres contributions majeures du Québec étaient dans le secteur de l'informatique, sur les logiciels et la terminologie d'une part et sur le transfert et la gestion de l'information scientifique d'autre part. Douze contributions complémentaires étaient également présentées par la délégation québécoise sur autant de thèmes parmi lesquels les droits de la personne, la crise du multilatéralisme, l'agro-alimentaire, les industries de la langue et l'avenir des institutions multilatérales de la francophonie²².

La Conférence retint une multitude de propositions d'actions multilatérales dont il faudra préciser au cours des prochains mois les conditions de financement et de mise en oeuvre. Le véhicule en sera une ACCT réformée, l'assemblée ayant souhaité la convocation rapide d'une session extraordinaire de la Conférence générale de l'Agence pour qu'elle puisse être utilisée à ces fins. Le Québec sera au nombre des membres du Comité du suivi du Sommet, avec le Mali, le Sénégal, le Zaïre, le Burundi, le Liban, le Maroc, les Comores, la Communauté française de Belgique, la France et le Canada. L'éventail des mesures envisagées comprend par exemple l'instauration d'un « espace audio-visuel francophone » avec notamment la création d'une agence internationale francophone d'images pour l'actualité télévisée et l'extension du programme TV5 à l'Amérique du Nord, la Méditerranée et l'Afrique, diverses mesures pour favoriser le livre et le périodique de langue française, la coordination des moyens en matière de banques de données, de conception et de fabrication de logiciels, etc...²³.

Il fut enfin convenu qu'un second Sommet se tiendrait à Québec d'ici deux ans. Les gouvernements de Québec et d'Ottawa s'étaient entendus avant le Sommet de Paris pour présenter la candidature québécoise et en arrivaient au cours de la Conférence à une entente fixant les détails de l'organisation et du déroulement du deuxième Sommet. Les deux volets et les modalités de participation prévus par l'entente du 7 novembre dernier seront maintenus. Les travaux de préparation du deuxième sommet – i.e. le comité des Sherpas et le comité d'organisation – seront présidés par un représentant du gouvernement fédéral, le Québec en assurant la vice-présidence. Le partage des frais autres que ceux de sécurité – assurés par le gouvernement canadien – sera de 50 % pour le Canada, 45 % pour le Québec et 5 % pour le Nouveau-Brunswick. Enfin, en ce qui a trait au déroulement même de la rencontre, le Premier ministre canadien en assurera la présidence générale, présidant également les travaux du premier volet du sommet et proposant à l'assemblée de confier la

21. *Ibid.*, *Coopération en matières d'énergies*, annexe 9 au Rapport général sur le Sommet francophone déposé à l'Assemblée nationale le 12 mars 1986 par le Premier ministre.

22. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 7 février 1986.

23. Voir le Rapport général sur le Sommet francophone déposé à l'Assemblée nationale le 12 mars 1986 par le Premier ministre; voir également *Le Soleil*, 20 février 1986, p. A8 et Bernard GIANSETTO, *Le Soleil*, 22 février 1986, p. B3, cité par *L'Argus*, 25 février 1986, p. B16.

présidence du second volet au Premier ministre du Québec. Ce dernier prendra la parole à la séance d'ouverture immédiatement après le chef du gouvernement canadien²⁴.

2 — AUTRES ÉVÉNEMENTS

Du 4 au 8 mars, le Québec était l'hôte d'une rencontre d'experts de pays membres de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (CONFEJES) qui portait sur l'harmonisation des grands dossiers de la CONFEJES. Le secrétaire général de la Conférence, M. Antoine Ndiaye, y participait ainsi que des experts du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Nouveau-Brunswick, du Sénégal et bien entendu du Québec. Le séminaire était consacré à la mise à jour, à l'évaluation et à l'adaptation des projets reliés à l'éducation physique et sportive²⁵.

Le premier ministre Robert Bourassa annonçait le 21 mars la nomination de M. Jean-Marc Léger, sous-ministre adjoint aux Relations internationales, à un nouveau poste, celui de commissaire général à la Francophonie²⁶.

D — Les autres organisations internationales

Le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou-Mhatar M'Bow, rencontrait le 12 janvier à Québec le ministre des Relations internationales à l'occasion d'une visite de quatre jours effectuée à l'invitation du Conseil des relations internationales de Montréal. M. Gil Rémillard conviait le directeur général à un déjeuner après lui avoir fait visiter l'arrondissement historique de Québec que l'UNESCO vient de classer patrimoine de l'humanité²⁷.

Le gouvernement québécois annonçait le 27 mars la contribution québécoise au Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Mme Louise Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, remettait au délégué canadien auprès du HCR un montant total de \$75,000. De ce montant, \$25,000 sont prévus pour un projet d'aide aux réfugiés tchadiens installés en République centrafricaine, une somme équivalente étant réservée aux réfugiés angolais du Zaïre et la dernière portion de \$25,000 aux programmes du Haut commissariat consacrés au rétablissement des réfugiés dans leurs pays d'origine²⁸.

E — Le Québec et les États-Unis

1 — LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE À NEW YORK ET À WASHINGTON

Le premier ministre Bourassa effectuait à destination de New York et de Washington son premier voyage à l'étranger depuis l'élection de son gouvernement. Il s'y rendait dans le but de chercher des appuis à son projet d'une augmentation importante des exportations d'électricité vers les États-Unis. Au printemps dernier, alors qu'il était chef de l'opposition, M. Bourassa avait entrepris un périple semblable au sud de la frontière pour faire connaître son projet d'Énergie du Nord qu'il venait d'exposer dans un livre lancé aux États-Unis. C'est un total de 12,000 mégawatts d'énergie ferme que voudrait vendre le Premier ministre au cours de son mandat. Il fit de cette question un thème de sa campagne électorale, prônant le

24. Ministère des Relations internationales, *Calendrier des activités*, période du 24 février au 9 mars 1986, p. 7. Donald CHARETTE, *Le Soleil*, 20 février 1986, p. A8.

25. *Ibid.*, *Communiqué de presse no. 246*, 5 mars 1986.

26. Rudy LE COURS, *Le Devoir*, 22 mars 1986, p. 2.

27. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 238*, 9 janvier 1986.

28. Réjean LACOMBE, *Le Soleil*, 28 mars 1986, p. C12, cité par *L'Argus*, 1^{er} avril 1986, p. A8.

lancement d'une deuxième phase de la Baie James comme pivot du redressement économique du Québec²⁹.

À New York, le Premier ministre, accompagné de son ministre des Finances et du président d'Hydro-Québec, avait les 7 et 8 février des entretiens avec des représentants des milieux financiers et des experts du domaine énergétique. Il se disait par la suite satisfait des réactions des milieux financiers qui lui auraient donné l'assurance que l'Hydro-Québec pourrait réaliser les emprunts nécessaires au financement des projets d'expansion entrepris advenant la conclusion de contrats de vente. M. Bourassa rencontrait d'autre part M. James Schlesinger, conseiller à la firme de courtage Lehman Brothers et ancien secrétaire à l'Énergie sous l'administration Carter. La société Hydro-Québec annonçait à ce moment la création d'un comité-conseil présidé par M. Schlesinger et composé d'autres personnalités américaines chargées de faire des recommandations à la société d'État en vue de l'augmentation de ses exportations d'énergie. Selon M. Bourassa, ce comité donne une « crédibilité exceptionnelle » au projet aux États-Unis³⁰.

À Washington où le rejoignaient les ministres des Relations internationales, du Commerce extérieur et de l'Énergie et des Ressources, le Premier ministre avait des entretiens avec le secrétaire à l'Énergie, M. John Herrington, le secrétaire au Commerce, M. Malcolm Baldrige et le représentant au Commerce, M. Clayton Yeutter³¹. Au cours de la conférence de presse qu'il donnait à l'issue de son séjour, le Premier ministre affirmait que le secrétaire à l'Énergie l'avait assuré que son gouvernement ne s'inquiétait pas de la sécurité des approvisionnements énergétiques en provenance du Canada, l'argument du prix constituant plutôt le facteur déterminant des décisions américaines relatives à l'achat d'énergie³².

D'autres dossiers furent abordés avec MM. Baldrige et Yeutter, notamment ceux du libre-échange et de l'amiante – M. Bourassa profitait également de son passage dans la capitale américaine pour rencontrer le lobby de l'industrie de l'amiante en vue d'empêcher l'interdiction de ce matériau – la candidature de Montréal pour la tenue des négociations du GATT en septembre, la vente de vins californiens et l'industrie pharmaceutique³³.

2 – AUTRES QUESTIONS

Une importante délégation louisianaise séjournait au Québec les 24 et 25 mars pour participer aux travaux du Comité conjoint Québec-Louisiane. Elle était présidée par le sénateur Clifford Newman et composée de M. Philippe Gustin, directeur du CODOFIL (*Council for Development of French in Louisiana*), de M. Barry Anclet également du CODOFIL, de M. Homer Dyess, responsable du programme d'enseignement du français au State Department of Education (Louisiana) et de trois représentants de la ville de La Fayette, M. Dudley Lastrapes qui en est le maire, M. Glenn Weber, administrateur en chef et Wilfred Pierre, conseiller municipal. Les membres de la délégation ont eu des entretiens avec les ministres des Finances et des Relations internationales. Confrontée à la menace que font peser les restrictions budgétaires sur la représentation québécoise en Louisiane, la ville de La Fayette a proposé de mettre à la disposition du Québec des locaux lui appartenant, pour une somme nominale. Dans le cadre des travaux du Comité conjoint, les deux parties ont convenu de poursuivre la coopération dans le domaine de l'enseignement du français, par l'envoi d'enseignants et de conseillers pédagogiques québécois et l'octroi de bourses d'études

29. Serge TRUFFAUT, *Les Affaires*, 11 mars 1986, p. B1.

30. Miville TREMBLAY, *Le Devoir*, 10 février 1986, p. 1.

31. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 30 janvier 1986.

32. *Le Journal de Québec*, 11 février 1986, p. 2, cité par *L'Argus*, 11 février 1986, pp. B5-B6.

33. Miville TREMBLAY, *Le Devoir*, 11 février 1986, pp. 9 et 11.

à des enseignants louisianais, ainsi que de procéder à des échanges culturels et à certaines missions d'études³⁴.

Le ministère du Commerce extérieur, dans le cadre de son programme de promotion des exportations, soutenait la participation de compagnies québécoises à sept foires ou expositions commerciales se tenant dans plusieurs villes américaines au cours du trimestre. Les sociétés québécoises étaient ainsi présentes à l'*America East Building Materials Exposition*, au *Boston Boat Show* et au *New England Boat Show*, toutes trois à Boston, au Salon du cadeau *Accent on Design* et au *National Shoe Fair of America* à New York, à San Francisco pour le salon *ASHRAE 86* (appareils de chauffage, de climatisation et de réfrigération) et à l'exposition du *National Sporting Goods Association* à Dallas³⁵.

F — Le Québec et l'Europe occidentale

1 — LA BELGIQUE

La III^{ème} session de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse se tenait à Trois-Rivières les 20 et 21 mars sous la présidence conjointe du ministre québécois du Loisir, de la Chasse, de la Pêche et du Tourisme, M. Yvon Picotte, et du ministre de la Communauté française de Belgique chargé des Affaires sociales, de la Formation, du Tourisme et de la Jeunesse, M. Édouard Poulet. M. Picotte annonçait à cette occasion que son ministère verserait \$800,000 pour les activités de l'Agence en 1986. À son arrivée au Québec le 19, le ministre Poulet avait eu un entretien avec le ministre québécois des Relations internationales³⁶.

2 — LA FRANCE

Le Premier ministre du Québec passait huit jours en France, du 12 au 20 février, à l'occasion du Sommet francophone. À la fin de son séjour, M. Bourassa eut un entretien privé avec le président Mitterrand où il fut question du Sommet et au cours duquel M. Mitterrand fut invité à venir en visite officielle au Québec. Le Premier ministre rencontra également son homologue français, M. Laurent Fabius, qui reçut l'Ordre national du Québec³⁷. Deux anciens premiers ministres français, MM. Pierre Mauroy et Raymond Barre, avaient également été décorés quelques jours plus tôt de l'Ordre national du Québec par M. Bourassa.

Le Premier ministre rencontrait d'autre part des représentants des milieux d'affaires, notamment du Conseil du patronat, de la Régie Renault, de Matra, d'Air Liquide, de C.D.F. Chimie, de la Compagnie générale d'électricité et de la Société lyonnaise des eaux. M. Bourassa a indiqué qu'il avait répondu à plusieurs questions sur le libre-échange canado-américain. Enfin, M. Bourassa a rencontré au cours de son séjour parisien des représentants

34. Lise LACHANCE, *Le Soleil*, 26 mars 1986, p. A13, cité par *L'Argus*, 26 mars 1986, p. A14; Ministère des Relations internationales.

35. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, Communiqués des 9 janvier, 20 janvier, 31 janvier, 7 février, 14 février, 21 février; voir également Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Calendrier des activités*, Activités de promotion de l'exportation du 19 au 26 mars 1986.

36. Michel LAMARRE, *Le Nouvelliste*, 22 mars 1986, p. 15, cité par *L'Argus*, 26 mars 1986, p. A15; Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 248*, 19 mars 1986.

37. *Le Journal de Québec*, 19 février 1986, p. 17, cité par *L'Argus*, 19 février 1986, p. 17.

de la société Norsk-Hydro, compagnie norvégienne avec laquelle le Québec négocie la construction d'une usine d'extraction de magnésium à Bécancour³⁸.

Un nouveau délégué général du Québec entrain en fonction à Paris en février. Il s'agit de M. Jean-Louis Roy, qui quittait pour la France la direction du quotidien *Le Devoir*³⁹. M. Roy succède à Mme Louise Beaudoin qui avait démissionné à l'automne pour devenir ministre des Relations internationales dans le cabinet Johnson. L'intérim avait été assuré par M. Claude Roquet.

Une mission commerciale québécoise pilotée par le ministère du Commerce extérieur, comptant des entreprises spécialisées dans la boulangerie et la pâtisserie, se rendait à Paris en février⁴⁰. Le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique coordonnait également la participation des sociétés et organismes québécois au 20^{ème} Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM) à Cannes à la fin janvier⁴¹.

3 – LES PAYS-BAS

Le ministre néerlandais du Logement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, M. Pieter Winsemius, était en visite officielle au Québec le 27 mars. Le ministre Winsemius effectuait une tournée d'études en Amérique du Nord sur les questions d'environnement. Il eut des entretiens avec le ministre des Relations internationales et avec le ministre de l'Environnement, M. Clifford Lincoln. Au nombre des sujets qui devaient être abordés avec M. Lincoln figuraient le problème des pluies acides et les politiques environnementales des deux gouvernements en matière d'assainissement des eaux, de gestion des déchets toxiques et d'aménagement du territoire⁴².

Une mission commerciale québécoise du domaine de la serriculture dirigée par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique se rendait aux Pays-Bas du 2 au 9 février alors que se tenait à Rotterdam un Salon international de l'horticulture. L'objectif était d'établir des contacts avec des industriels étrangers et d'étudier la possibilité de conclure des accords industriels⁴³.

G — Le Québec, l'Amérique latine et les Caraïbes

Le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, se rendait en visite officielle au Mexique les 16 et 17 janvier. Au premier jour de son voyage, il rencontrait le secrétaire mexicain aux Relations extérieures, M. Bernardo Sepulveda Amor. M. Rémillard a alors fait part au ministre Amor de la volonté de son gouvernement de continuer à coopérer avec le Mexique dans les domaines culturel, éducatif, technologique, commercial et industriel, cela, précise le communiqué faisant état de la rencontre, en étroite collaboration avec l'ambassade canadienne au Mexique. Au cours de cet entretien, M. Rémillard était d'ailleurs accompagné de l'ambassadeur canadien au Mexique, ainsi que du délégué général du Québec dans ce pays. Il s'agissait du premier entretien particulier entre un ministre québécois des Relations internationales et un secrétaire mexicain aux Relations extérieures.

38. Donald CHARETTE, *Le Devoir*, 14 février 1986, p. 2.

39. Ministère du Conseil exécutif, *Communiqué de presse*, 29 janvier 1986.

40. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Communiqué de presse*, 21 février 1986.

41. *Ibid.*, *Communiqué de presse*, 27 janvier 1986.

42. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 249*, 27 mars 1986.

43. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Communiqué de presse*, 3 février 1986.

Le ministre québécois rencontrait le 17 janvier le secrétaire de l'Éducation publique, M. Miguel Gonzalez Avelar, pour lui remettre une partie de la somme que s'est engagé à verser le Québec au Fonds national de reconstruction pour la reconstruction d'une école détruite lors du tremblement de terre de septembre. Un mois plus tard, le délégué général du Québec à Mexico posait la première pierre de l'école au cours d'une cérémonie à laquelle participait M. Gonzalez Avelar ainsi que le sous-ministre des Relations extérieures, M. Alfonso Rosenweig Dias⁴⁴. MM. Rémillard et Gonzalez Avelar ont exprimé leur satisfaction à l'endroit des échanges universitaires entre les deux pays qu'ils ont convenu d'intensifier. Des rencontres avec les autorités de l'État de Mexico, dont le gouverneur de l'État, M. Alfredo Del Mazo et le secrétaire du Développement économique, M. José Merino Manen, complétaient le programme de la seconde journée du séjour du ministre. Il fut question de trois projets d'accord entre le Québec et cet État dans les secteurs des forêts, de l'hygiène industrielle et de la sécurité au travail et de la possibilité d'entreprendre des projets de coopération dans les domaines de l'artisanat et des affaires municipales ainsi que des échanges culturels. Les responsables de l'État de Mexico ont, par ailleurs, fait part au ministre Rémillard de deux projets de construction de trains qui pourraient être confiés à la firme Bombardier et pour lesquels les négociations de financement se poursuivent entre les gouvernements du Canada, du Québec et de l'État. Le ministre québécois a enfin rencontré le maire de Toluca, M. Augustin Gasco Pliego, et le recteur de l'Université autonome de l'État de Mexico, M. Jorge Guadarrama, avec qui il fut question de la coopération avec les universités du Québec⁴⁵.

Une mission commerciale multisectorielle dirigée par le sous-ministre au ministère du Tourisme, M. Jacques-Yves Therrien, se rendait à Cuba du 25 janvier au 1^{er} février. Cette mission était la huitième organisée par le ministère du Commerce extérieur dans ce pays en vue de faciliter la pénétration du marché cubain aux entreprises québécoises. Le marché cubain est le plus important pour le Québec dans les Caraïbes, le solde commercial ayant été à l'avantage du Québec en 1983 et 1984⁴⁶.

Une autre mission de prospection des marchés se rendait à Saint-Martin, à la Barbade et à la Guadeloupe du 9 au 22 mars. Des entreprises des secteurs de la construction et de l'équipement hôtelier y participaient⁴⁷.

H — Le Québec et l'Asie

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Daniel Johnson, dirigeait une mission commerciale du secteur de la sous-traitance automobile au Japon et en Corée du Sud du 2 au 9 mars. L'objectif du voyage consistait à évaluer les possibilités d'accords industriels de co-participation. À Séoul, M. Johnson a rencontré des représentants des milieux d'affaires, industriels et financiers, parmi lesquels le président de Hyundai Motor, M. Se Yung Chung. Il eut également un entretien avec le ministre coréen du Commerce et de l'Industrie, M. Kum Jin Hoo. Au Japon, le ministre québécois put rencontrer le vice-ministre aux Affaires internationales du ministère du Commerce international et de l'Industrie, M. Kazuo Wakasu-

44. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse* no. 245, 25 février 1986.

45. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse* no. 240, 17 janvier 1986 et *Communiqué de presse* no. 241, 17 janvier 1986.

46. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Communiqué de presse*, 27 janvier 1986.

47. *Ibid.*, *Communiqué de presse*, 10 mars 1986.

gi. Devant une trentaine d'hommes d'affaires, il a prononcé un discours où il soulignait les mesures prévues par son gouvernement pour alléger la réglementation, privatiser certaines sociétés d'État et créer un climat favorable au développement industriel. À l'insu de son séjour, le ministre a déclaré qu'il existait des possibilités d'investissements directs, d'entreprises conjointes et d'échanges technologiques entre les fabricants japonais de pièces automobiles et les fabricants québécois⁴⁸. Une autre mission commerciale, du secteur de la gestion de l'énergie celle-là, s'était rendue au Japon du 23 janvier au 5 février⁴⁹.

I — Chronologie thématique*

Missions commerciales en Europe

1^{er} au 9 février:

Une mission commerciale composée de six entreprises manufacturières de biens industriels se rend en Italie pour la prospection de nouveaux marchés.

15 au 22 février:

Sept entreprises québécoises du secteur des équipements de protection de l'environnement participent à une mission commerciale et d'accords industriels organisée par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique à Düsseldorf en RFA.

23 février au 1^{er} mars:

Mission commerciale multisectorielle en Grèce.

22 au 29 mars:

Mission commerciale en Suède et en Finlande à laquelle participent trois entreprises des secteurs de l'énergie, de l'électricité et de la fabrication d'instruments électroniques de précision.

Missions commerciales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

19 janvier au 1^{er} février:

Mission commerciale d'entreprises des secteurs de l'équipement hospitalier, des produits pharmaceutiques, des services de génie-conseil en transport routier et ferroviaire et de la gestion informatique en Arabie Saoudite (Riyad et Djeddah) et aux Émirats Arabes Unis (Abu Dhabi).

24 au 31 janvier:

Six sociétés québécoises du secteur de la haute technologie se rendent en mission en Algérie. Des rencontres avec les autorités gouvernementales et des clients potentiels du secteur privé sont organisées par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

19 au 28 mars:

Mission de transfert de technologie en Israël pour des sociétés québécoises du secteur de la haute technologie.

48. Cabinet du ministre de l'Industrie et du Commerce, *Communiqué*, 28 février 1986; Délégation du Québec à Tokyo, *Communiqué de presse*, 7 mars 1986.

49. *Ibid.*, *Communiqué de presse*, 23 janvier 1986.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

26 mars au 11 avril:

En Égypte et à Oman, des entreprises québécoises spécialisées dans la production, la distribution et le transport de l'énergie et dans la formation du personnel relié à ces secteurs effectuent une mission commerciale au cours de laquelle ils rencontrent des responsables gouvernementaux et des industriels.

Mission commerciale au Cameroun et au Gabon

13 au 29 mars:

Pour la quatrième fois en deux ans, une mission commerciale organisée par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique se rend au Cameroun et au Gabon afin de promouvoir les biens et services québécois. Celle-ci comprend des entreprises du secteur des transports et des communications dont les représentants rencontrent des interlocuteurs gouvernementaux et privés.

Sous-ministre intérimaire aux Relations internationales

26 février:

M. Léo Paré, sous-ministre associé chargé des affaires bilatérales, est nommé par décret sous-ministre par intérim au ministère des Relations internationales. Il remplace M. Yves Martin.

Visite diplomatique

27-28 janvier:

Le Haut commissaire de Grande-Bretagne au Canada, M. Derey Day, effectue une visite à Québec où il rencontre le lieutenant-gouverneur ainsi que les ministres des Relations internationales, des Affaires culturelles et de l'Industrie et du Commerce.